



Podcast – Belfius Insights

Version écrite du podcast (18-10-2021)

À quand la reprise économique mondiale?

Ralentie depuis l'été dernier par le nouveau variant Delta (qui a frappé en particulier les pays émergents), la reprise économique mondiale a vu surgir de nouveaux problèmes : les pénuries dans les chaînes d'approvisionnement et les prix énergétiques élevés affectent le commerce et la confiance des industriels. La reprise vigoureuse de l'industrie est-elle terminée?

Les chiffres concrets montrent que la production industrielle dans la zone euro, aux États-Unis et en Chine a fortement baissé, même si les commandes continuent d'affluer. Les usines ne parviennent tout simplement pas à produire suffisamment parce qu'elles ne peuvent pas se procurer les composants nécessaires. Les puces informatiques en sont l'exemple le plus connu. Tant au Japon qu'aux États-Unis et en Europe, certaines usines automobiles doivent ainsi fermer leurs portes parce qu'elles ne peuvent pas se procurer de semi-conducteurs. En Allemagne, Opel va même être contraint d'interrompre sa production pour trois mois au moins. Nous pensons que les pénuries de matières premières et de composants ne seront résolues qu'au début de l'été prochain.

Aux États-Unis, les directeurs d'usine ont également dû faire face à une pénurie de travailleurs: avec 3 millions de personnes de moins au travail qu'avant la crise sanitaire, de nombreuses machines restent encore à l'arrêt. De son côté, le système du chômage temporaire dans la zone euro a été bénéfique pour l'industrie. Dès que l'usine peut relancer sa production, les travailleurs sont en effet rapidement rappelés, là où les Américains sont, eux, contraints d'aller les chercher sur le marché du travail. Une situation imputable au manque d'intérêt pour le travail en raison des généreuses allocations de chômage liées au Covid. Il convient de voir l'évolution de la situation maintenant que cette aide a été supprimée.

La Chine est-elle toujours à la pointe de la relance?

En mars de l'année dernière, la Chine s'est redressée de manière spectaculaire lorsque les confinements ont été levés alors que chez nous, ils devaient encore commencer. La demande

mondiale massive d'électronique, d'articles ménagers et de masques buccaux a déclenché un énorme flux d'exportations. Aujourd'hui, ce succès commence à décliner quelque peu. La confiance des capitaines d'industrie chinois revient pour la première fois depuis mars 2020 à un chiffre qui suggère qu'ils vont réduire leur production. Non seulement les commandes sont en baisse, mais les entreprises sont également confrontées à un manque d'énergie. L'économie chinoise demeure en effet très dépendante du charbon pour sa production d'énergie. Or, en raison notamment d'un conflit charbonnier avec l'Australie, le gouvernement chinois avait mis un frein aux importations. Résultat: les cimenteries, unités de production sidérurgiques, mineurs de fer et entreprises chimiques ont rationné l'énergie ou arrêté leur production. Depuis, les dirigeants chinois ont donné l'ordre de relancer la production de charbon sur leur propre sol, mais la situation prendra du temps à se normaliser.

Les Chinois font également face à un autre problème. L'un des plus grands promoteurs immobiliers, Evergrande, a rencontré d'importants problèmes financiers et cette crise menace désormais d'affecter les autres géants de l'immobilier. Pire encore: comme les citoyens chinois investissent principalement dans l'immobilier, la débâcle pourrait également s'étendre à l'ensemble de l'économie chinoise. La demande de logements neufs a fortement chuté, les clients craignant que la construction ne soit pas achevée. Le secteur de la construction en subit les effets avec, pour conséquence, le prix des logements qui pourrait également baisser. Une situation qui pourrait affecter la richesse des Chinois et donc leur consommation. Si ce scénario se réalise, les usines européennes ne seront pas

épargnées, en particulier en Allemagne, grand exportateur vers la Chine.

L'augmentation des prix: jusqu'à quand?

L'inflation a en effet augmenté beaucoup plus que prévu. Aux États-Unis, elle a dépassé les 5% tandis que dans l'Union européenne, elle tend vers les 4%. Il est très important de savoir qu'une part substantielle de cette situation est due à l'augmentation des prix de l'énergie. Ceux-ci avaient atteint des niveaux planchers l'année dernière et les calculs de l'inflation prennent toujours en compte les prix d'il y a un an. Les prix des matières premières ont également augmenté en raison de la hausse de la demande mondiale. Après une grave récession, on assiste toujours à une inflation de réouverture, à laquelle s'ajoute toute une série de pénuries qui font également grimper les prix.

Comme indiqué précédemment, la chaîne d'approvisionnement en composants restera perturbée au premier semestre de l'année prochaine, ce qui continuera à exercer une pression sur les prix. En revanche, de nombreux autres effets disparaîtront. Ainsi, nous ne nous attendons pas à ce que les prix de l'énergie bondissent de nouveau comme ils l'ont fait cette année. En outre, dans la zone euro, nous ne voyons aucune pression sur les salaires, le marché du travail ayant besoin de se remettre en route. La situation est différente aux États-Unis, où les salaires sont clairement en hausse parce que les employeurs ont du mal à trouver du personnel. L'une des lois de l'inflation est la suivante: il faut que les salaires augmentent dans l'économie pendant une longue période avant que cette hausse n'entraîne une hausse structurelle de l'inflation. En tout état de cause, nous nous attendons à ce

Cette information est fournie à titre purement indicatif et ne constitue en aucun cas une offre de produits et services financiers, bancaires, d'assurances ou autres ni un conseil d'investissement.

Éditeur responsable: Belfius Banque SA, Place Charles Rogier 11, 1210 Bruxelles - IBAN BE23 0529 0064 6991 - BIC GKCCBEBB - RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185 - N° FSMA 19649 A. Date de fin de rédaction: 18-10-2021.

que les pressions inflationnistes dans la zone euro augmentent encore pendant l'automne, mais qu'elles retombent sous la barre des 2 % l'année prochaine.

Les banques centrales soulignent également que la forte pression inflationniste disparaîtra par la suite. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a annoncé qu'elle allait réduire quelque peu sa généreuse politique de relance, mais le marché ne prévoit pas de relèvement des taux d'intérêt avant le second semestre 2023. La BCE a également décidé de réduire ses achats d'urgence d'obligations, en soulignant par ailleurs qu'elle souhaite maintenir des conditions de financement peu élevées. En d'autres termes, elle désire que les emprunts restent bon marché pour soutenir l'économie. Une façon de souffler le chaud et le froid... Les taux longs européens ont dès lors augmenté au cours des dernières semaines, et nous nous attendons à ce qu'ils poursuivent leur hausse, mais à un rythme très modeste.

Comment allons-nous terminer l'année?

Cette année sera marquée par une reprise économique vigoureuse. La Chine connaît une croissance de 8%, les États-Unis de 6%. Dans la zone euro, nous prévoyons une croissance de 4,8%. Avec une croissance de 5,7%, la Belgique se situe au-dessus de la moyenne, grâce notamment à la politique de crise des gouvernements et à la résilience de nos entreprises. L'année prochaine, l'économie poursuivra sa lancée, mais à un rythme un peu plus modéré. Pour la Belgique, nous estimons que la croissance reviendra à 3% en 2022.

C'était Belfius Insights. Merci de nous avoir suivis! Abonnez-vous gratuitement pour ne manquer aucun épisode.